

**MODULE 7: L'ECONOMIE MONDIALE D'UN
SIECLE A L'AUTRE**

**SOUS - MODULE 2: LES MUTATIONS DU
CAPITALISME LIBERAL**

**CHAPITRE 1: LES TRENTE GLORIEUSES DANS
LES PDEM**

CHAPITRE 1: LES TRENTE GLORIEUSES DANS LES PDEM

Dans les pays occidentaux, l'ambiance de l'immédiat après-guerre est chargée d'angoisse et d'interrogations, non seulement sur le plan géopolitique mais aussi économique. Dans les mois qui suivent la fin de la guerre, les USA sont confrontés à une brutale récession, tandis que l'Europe connaît une situation économique catastrophique. Un pessimisme noir règne, même dans les pays vainqueurs, que l'on désigne par l'expression « la grande peur de 1945 ». On a peine aujourd'hui à croire, à la lumière de ce qui s'est passé par la suite, que la préoccupation dominante (le mot est faible, il faudrait parler d'obsession) pendant les trois ou quatre premières années qui suivirent la fin de la guerre était le retour à un chômage massif, une fois la tâche de reconstruction achevée dans les pays dévastés par le conflit.

Et pourtant, de façon tout à fait inattendue, la reconstruction de l'Europe occidentale et du Japon facilitée par le plan Marshall, la réorganisation du système monétaire international et le décloisonnement progressif de l'économie mondiale amorcent une longue période de croissance économique soutenue. Le quasi-plein emploi et l'amélioration générale du niveau de vie ds les pays occ constituent historiquement une remarquable performance, propulsant ces décennies d'après-guerre au rang de Trente Glorieuses (selon le titre de l'ouvrage d'un économiste français, Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, publié en 1979) **doc 1**. On peut distinguer 3 phases durant cette T en terme de croissance éco :

- de la fin de la guerre jusqu'au début des 50', celle de la reconstruction pr les pays europ et le Japon et de la reconversion pr les USA. La croissance, d'abord hésitante, s'affirme avec le début du conflit en Corée.
- Pdt les 50', une croissance assez forte ms irrégulière : boom coréen entre 50 et 53, expansion record de 1955 et récession de 54 et 58.
- Les 60' (jusqu'en 73) correspondent à une lgue phase de croissance assez régulière. Ms c'est aussi la T durant laquelle apparaissent certains signes annonciateurs de déséquilibres : accélération de l'inflation, creusement du déficit de la balance des paiements US...

Durant cette 30aine d'années, le trait le + marquant est la x des échges de tte nature ds ce bloc : commerciaux, financiers, monétaires, idéologiques, culturelles...

Cette croissance s'accompagne de démarches nouvelles. A peine esquissée au cours des 30', une nvelle doctrine éco inspirée de Keynes s'impose: les Etats multiplient leurs interventions ds le domaine éco et social, même si cela prend des formes très diverses (nationalisations en France ou en GB, Economie sociale de marché en RFA bcp plus libérale ds le domaine éco, vote de l'*Employment Act* en 46 aux USA qui charge le président de «promouvoir le + d'emplois, de production et de pouvoir d'achat possible»). Convaincus de la responsabilité des désordres économiques et monétaires ainsi que du protectionnisme dans la marche à la guerre, les USA assurent la promotion d'instances internationales qui canalisent les rapports de force entre puissances économiques: FMI, Banque mondiale, GATT. Au niveau de l'Europe occidentale aussi, l'état d'esprit change radicalement entre les pays, les Etats européens, ruinés par la guerre, cherchent désormais à dépasser la logique d'affrontement, qui avait jusque-là fondé leurs relations. Ils s'engagent progressivement ds une organisation du continent (ou plus exactement de l'ouest du continent). Hantés par les tragiques événements récents et par la peur du déclin, des dirigeants europ comme Jean Monnet et Robert Schuman en France, Alcide De Gasperi en Italie, Konrad Adenauer en All ou Paul-Henri Spaak en Belgique assurent la promotion de l'idée d'unité europ.

Nous allons donc voir dans ce chapitre quels sont les caractères de cette croissance économique et tenter de cerner les facteurs de cette prospérité, tout en soulignant ses fragilités et ses limites.

I - L'après-guerre (1945-1947), une période charnière

La WWII se solde par des pertes humaines près de 6 x + lourdes que pr la première: près de 60 millions de morts dt la moitié st des civils, ctre 5% pour la précédente. Pr les survivants, la guerre a été une lgue période de pénurie, de sous-alimentation, de privations, d'insuffisances de soins médicaux. Le conflit a provoqué également les + gigantesques mouvements de population que l'Europe ait jamais connus: Allemands de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie qui ont fui devant l'avancée des troupes soviétiques, Polonais des territoires attribués à l'URRS déplacés vers les régions occidentales rétrocédées à la Pologne... En Asie orientale, Japonais évacués de Chine, Formose, Mandchourie et Corée.

A - La domination américaine

1) La dépression des années 30 est définitivement effacée

Les USA st à la x les vainqueurs militaires et les gds gagnants éco du conflit. Avec moins de 300.000 tués, les pertes humaines st très limitées. L'effort de guerre a résorbé les effets de la crise des 30', comme le chômage et la surproduction. Pdt le conflit, l'éco US a tourné à plein régime. Elle s'est modernisée, notamment ds le secteur indus. La prod indus a doublé par rapport à 1939. En 44, l'indus aéronautique construit 100.000 appareils (forteresses volantes, avions de transport, chasseurs) contre 6.000 en 1939. L'extraction des matières premières, la sidérurgie, la prod d'aluminium et de métaux stratégiques, la mécanique, la construction navale ont connu un essor sans précédent. En 1945, à eux seuls, les USA réalisent 50% du PIB mondial et produisent notamment 40% de l'acier, 50% du charbon, 80% du pétrole produits ds le monde. Ils ont accumulé près de 80% des réserves d'or mondial. Et, après une courte récession en 45, les demandes de produits de base et d'équipements que génère le plan Marshall et la forte consommation nationale permettent la reconversion vers les prod civiles.

2) Les USA reconstruisent un nouvel ordre économique mondial

Cf ci-dessous § C

3) Les USA amorcent, grâce au plan Marshall, la reconstruction de l'Europe occidentale **doc 2**

La rénovation du cadre monétaire et commercial ne suffit pas. Encore fut-il que les nations ruinées par la guerre aient les moyens de reprendre leur place ds le jeu éco. Aussi, les USA mettent-ils en place dès 44 un plan de secours aux pays les + touchés (All et Japon exclus) avec l'United Nations Relief and Rehabilitation Administration. S'y ajoutent des prêts bilatéraux (ex: 3,75 milliards de \$ à la GB en 45).

Cpdt, ces interventions se révèlent vite insuffisantes. L'idée d'un plan + systématique repose sur des considérations éco et pol. Du pt de vue pol, le marasme éco ne peut que faciliter la progression du communisme en Europe. Sur le plan éco, les USA souhaitent éviter une crise de reconversion à court terme mais surtout ils considèrent, à moyen et long terme, que le retour à la prospérité éco du Vieux Continent est la condition de leur propre prospérité. Aussi, le secrétaire d'Etat US, George Marshall propose-t-il ds un discours prononcé à Harvard en juin 47 un vaste plan d'aide à la reconstruction de l'Europe. La situation en Europe est si grave que les dons commencent avant le vote par le Congrès, le 2 avril 1948, de la loi sur l'aide à l'étranger. Il s'agit d'une aide portant sur 4 ans (1948-1952)

permettant à ses bénéficiaires de se procurer les équipements dont ils ont besoin, sans déséquilibrer leurs balances des paiements. L'aide se répartit pr 85% sous forme de dons et pr 15% ss forme de prêts avantageux à lg terme. Quant aux dons, ils st en nature pr 90% et en \$ pr 10%. Les USA exigent que les pays bénéficiaires coopèrent au sein de l'OECE (Organisation européenne de coopération éco), qui répartit l'aide Marshall. En contrepartie de l'aide, les projets de reconstruction doivent être soumis à l'approbation de l'ECA (Economic cooperation administration), agence US chargée de la gestion du plan et les USA peuvent exiger la livraison de matières premières stratégiques. Ces obligations sont inacceptables pr l'URSS, qui refuse l'offre et contraint les autres pays d'Europe de l'est à faire de même.

Au total, en 4 ans (1948-1952), les USA fournissent environ 12 milliards de \$, dt 26% pr la GB, 20% à la France et 11% pr la RFA, auxquels s'ajoutent plus de 2 milliards aux pays non européens comme le Japon, lors de l'extension du plan Marshall en 49. Ces 12 milliards représentent environ 4% du PNB des pays concernés pdt 5 ans.

B - L'Europe une nouvelle fois bouleversée

Le lendemain de la guerre se caractérise en Europe d'abord par une catastrophe économique: destructions d'une ampleur inégalée, ruine des Etats, difficultés du ravitaillement... L'Europe va rapidement être coupée en 2 sur le plan géopolitique et donc économique: l'Europe occidentale se reconstruit sur un modèle capitaliste amendé par les leçons de la crise des années 30; l'Europe orientale, quant à elle, va devoir se plier aux injonctions du modèle de développement soviétique. Mais une grande différence apparaît immédiatement par rapport à la WWI: la volonté d'un changement profond et non la nostalgie du passé. C'est ainsi que les Etats d'Europe occidentale adopteront de très ambitieux programmes de protection sociale et souhaiteront rapidement se rapprocher.

1) Une situation éco catastrophique en Europe

Après la saignée de la WWI, l'Europe sort de nveau ruinée du conflit. Contrairement à la WWI, c'est presque tt le territoire européen qui a été touché par les combats: villes et villages rasés, usines bombardées, infrastructures détruites, ports encombrés d'épaves, côtes minées, bétail décimé... En France par ex, faute d'engrais, de matériel et d'animaux de trait, l'agri ne peut fournir qu'un ravitaillement très insuffisant, que les moyens de transp encore dispo n'achement que partiellement. Le rationnement dure jusqu'en 1948 en France, 1950 en RFA. L'estimation des PNB des gds pays indus en 1945 donne un aperçu de l'effondrement éco de l'Europe:

Pays	PNB en 1945 (base 100 en 1938)
USA	180
GB	108
URSS	75
France	54
Italie	61
Japon	30
Allemagne	29

A l'exception de la GB, une inflation galopante liée à la pénurie se développe. En All, où les démontages et les prélèvements s'ajoutent aux destructions, les infrastructures éco st hors d'usage et l'afflux des réfugiés de l'est aggravent la pénurie. L'effacement géopolitique complète le désastre: l'Europe est désormais marginalisée. L'All n'existe plus pol, la France est très affaiblie, l'Italie plus encore et la GB sort de la guerre victorieuse mais ruinée. De plus, les USA et l'URSS s'entendent pr dénoncer le colonialisme des pays europ.

2) Mais une nouvelle donne politique aux conséquences très positives

a) L'Etat-providence

Cette situation fait émerger en Europe occ une nvelle donne pol, qui traduit un profond désir de rénovation sociale. Aux anciens partis discrédités comme les radicaux en France, se substituent, par une sensible poussée à gauche, des partis épris de réformes sociales: communistes et socialistes en France, auréolés de leur participation à la Résistance, communistes et démocrates-chrétiens en Italie, travaillistes en GB, démocrates-chrétiens (CDU créée dès 45) en All de l'ouest.

Et, c'est surtout dans le domaine social que le rôle de l'Etat s'impose au sortir de la guerre. La conférence de l'OIT, qui se tient à Philadelphie en 1944, adopte la déclaration de Philadelphie, qui précise les buts et objectifs de l'Organisation internationale du travail, ainsi que les principes dont devrait s'inspirer la politique de ses membres. Ce faisant, elle généralise la notion de *welfare State*, l'Etat-providence (forme d'action de l'Etat qui intervient massivement dans les domaines économique et social afin d'assurer la protection et le bien-être de la population).

Les Britanniques adoptent, avec les élections législatives de juin 45 gagnées par les travaillistes, les conclusions du rapport Beveridge. Rédigé en 1942 à la demande du gouvernement de W. Churchill, ce rapport propose les principes de l'Etat-providence qui doit lutter « du berceau à la tombe » contre les « 5 maux » que sont la maladie, le chômage, l'insalubrité, la pauvreté et l'ignorance. Le National Health Service, système de santé publique est créé en 1948. En France, la charte du Conseil National de la Résistance (CNR) adoptée en mars 1944 prévoit la création de la Sécurité sociale, qui est effective par les ordonnances d'octobre et novembre 1945. Elle prend en charge 4 types de coûts: médicaux (maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles), la famille et la retraite.

b) Les débuts de la construction européenne

De façon paradoxale, la première impulsion de départ vient des Etats-Unis qui subordonnent l'octroi de l'aide Marshall annoncée en 1947 à l'engagement des bénéficiaires de participer à une institution chargée de la gestion collective et de la répartition de l'aide: ce sera l'OECE, organisation européenne de coopération économique fondée en avril 48 et réunissant tous les Etats libres d'Europe.

C - Un nouvel ordre économique mondial sous l'égide américaine

1) Un nouvel ordre monétaire: les accords de Bretton Woods (1944) doc 3

a) Britanniques et Américaines: des thèses divergentes

Dès la fin de l'année 1942, Britanniques et Américains envisagent une réforme du système monétaire international, convaincus qu'ils sont que les troubles monétaires de l'entre-

deux-guerres ont eu leur part de responsabilité dans les désordres économiques et politiques. Les premiers travaux sont menés par 2 délégations d'experts britanniques et US dirigées par J.M. Keynes et H. White, secrétaire US au Trésor.

Les intérêts des 2 nations sont très DV. Le RU cherche à avoir accès à des crédits destinés à sa reconstruction tout en sauvegardant les avantages tirés de la zone sterling. Les USA, qui détiennent alors les 2/3 des réserves mondiales d'or sont prêts à contribuer au financement de la reconstruction de l'Europe, mais à condition de disposer d'une influence prépondérante dans le nouveau SMI et de promouvoir le rôle international du dollar. C'est dans ces optiques très différentes qu'il faut comprendre les propositions de Keynes et de White:

- Désireux de démonétiser totalement l'or, l'économiste britannique propose de faire disparaître tout lien entre la croissance économique et l'évolution du stock d'or en proposant l'instauration d'une monnaie internationale, le bancor (dont le com associe la souplesse de la monnaie bancaire à la fiabilité de l'or), créée *ex nihilo* par une banque supranationale, une sorte de chambre internationale de compensation. Cette institution serait chargée d'accorder des prêts aux pays accusant un déficit de leur balance des paiements afin de leur permettre de la rééquilibrer et donc de stabiliser leur monnaie nationale. Par ex, ds l'hypothèse -probable- d'un déficit de la balance des paiements de la GB à l'égard des USA, la Bque d'Angleterre pourrait obtenir un prêt à la Chambre de compensation, tandis qu'en contrepartie le compte de la Réserve fédérale US serait crédité en bancors. Mais comme ces derniers ne pouvaient être convertis en or, les USA n'auraient alors comme solution, pr récupérer le montant de la dette britannique à leur égard, qu'à accroître leurs importations en provenance de GB, payées elles aussi en bancors. Il s'agissait bien d'un plan qui avantageait les pays dt la balance des paiements était déficitaire, ie l'ensemble des pays alliés sauf ... les USA!
- A l'inverse, les USA se méfient évidemment d'une institution à laquelle ils auraient dû transférer une partie de leur souveraineté, et d'un plan qui permettrait à ts les pays dévastés par la guerre de puiser sans restriction ds la bourse du seul pays que le conflit n'avait pas appauvri. De +, détenant 80% du stock d'or mondial, ils concevaient difficilement un système monétaire détaché de l'or. White propose donc la création d'un système de change fixe fondé sur l'or

Les USA étant en position de force incontestable, c'est évidemment la thèse de Harry D.White qui s'impose.

b) Les dispositions des accords de Bretton Woods entérinent la position de force des USA

La conférence qui se réunit à Bretton Woods (entre Boston et Québec) en juillet 1944 avec les représentants de 44 pays (dont l'URSS)s'aligne sur la position US.

Ppales dispositions des accords de Bretton-Woods:

- Convertibilité or ou \$: chque Etat signataire doit définir la valeur de sa monnaie en or ou en \$ (soit 35 \$ pr une once d'or ou encore 888,671 milligrammes d'or pr un dollar). Cette disposition entérinait le rôle hégémonique du \$ puisque les USA détenaient en 44 un stock d'or couvrant près de 4 fois les avoirs étrangers en \$ (24,5 milliards contre 6,4).
- Parités fixes: chque Etat s'engage à maintenir la parité qu'il a définie pr sa monnaie, soit par rapport à l'or, soit par rapport au \$. Des marges de fluctuation de 1% st néanmoins tolérées. La défense de la parité incombe aux bqes centrales de chque pays.
- Equilibre de la balance des paiements: chque Etat doit veiller à l'équilibre de sa balance des paiements. Cpdt, en cas de déficit durable, la dévaluation est autorisée, à condition toutefois d'obtenir l'accord du FMI pr les dévaluations > 10%.

- Création du FMI: c'est la clef de voûte du nouveau SMI. Le Fonds permet aux Etats dont la monnaie est en difficulté d'obtenir des prêts. Mais contrairement au principe «un pays, une voix» appliqué aux Nations Unies, les obligations et les droits des pays membres (droit de vote, montant des prêts...) sont définis par leur quote-part, exprimée à l'origine en \$ et calculée en fonction de leur puissance économique et du volume de leurs échanges internationaux (déterminés par le niveau du revenu national, les avoirs en or et \$, niveau des exportations...). Chaque Etat membre verse le montant de sa quote-part de la manière suivante: 1/4 en or, 3/4 en monnaie nationale. En contrepartie, il peut emprunter au FMI des ressources qui peuvent atteindre 125% de sa quote-part, divisés en 5 tranches de 25%. La première tranche peut être tirée automatiquement et sans condition. Pour bénéficier des tranches suivantes, il faut démontrer aux autorités du FMI que l'on met en oeuvre des politiques de redressement de sa balance des paiements. Les USA disposent à l'époque de 25% des voix au sein de l'Assemblée générale du FMI et comme toutes les décisions importantes doivent être prises à la majorité de 80%, ils disposent de facto d'un droit de veto.
- Création de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD ou Banque mondiale): banque destinée à aider à la reconstruction des infrastructures économiques dans les pays détruits par la guerre et au développement dans les régions du monde que l'on n'appelle pas encore le Tiers Monde.

c) Un système déséquilibré en faveur des USA

Ce système, apparemment équilibré en termes de droits et de devoirs pour tous les Etats membres, est en réalité fondé sur l'asymétrie fondamentale entre le \$ et les autres monnaies. D'abord parce que les statuts du FMI donnent un privilège exorbitant aux USA. Mais surtout parce qu'il existe une clause d'exception à la défense de la parité de sa monnaie par un Etat: en effet, toute banque centrale qui vend et achète de l'or contre sa monnaie à la parité-or déclaré est dispensée d'intervenir sur le marché des changes pour soutenir sa monnaie. Or, à la fin de 1947, le secrétaire au Trésor des USA, John Snyder, par une lettre adressée au directeur général du FMI, déclare que son pays vendrait et achèterait de l'or contre des \$ au prix de 35 \$ l'once à toute banque centrale qui en ferait la demande. Du coup, les USA sont dispensés d'avoir à intervenir sur le marché des changes. Cette décision transforme le système de Bretton Woods en un système dont le seul étalon est le \$ et qui dispense les USA de toute contrainte. En effet, en cas de déficit de leur balance des paiements, les USA le financent par une création monétaire libre de toute contrainte. Nous verrons que ce système se révélera un véritable «pousse au crime»! Les USA bénéficient donc d'un privilège exorbitant. Même si les accords de Bretton Woods ne définissent pas une monnaie internationale, ils créent, par défaut, les conditions pour que le dollar le devienne. 15 ans après, à la suite du très rapide redressement économique de l'Europe et du Japon, cette situation deviendra très pernicieuse.

Dans l'immédiat, l'Europe manque de dollars et la confiance dans le dollar est absolue. Convertible en or (et seule monnaie convertible en or jusqu'en 1958, date à laquelle les monnaies d'Europe occidentale redeviennent convertibles en or), le dollar est aussi bon que l'or: «*as good as gold*».

2) Un nouvel ordre commercial: le GATT (1947)

La libération des échanges est souhaitée par les USA qui pensent que le développement du commerce mondial est favorable à la paix, alors que l'expérience des 30' a montré l'effet néfaste du protectionnisme. En position économique dominante, les USA comptent également profiter largement de cette ouverture. Le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) est signé en 1947 par 23 pays qui représentent près de 80% du commerce mondial. Les principes généraux en sont les suivants:

- réduction des droits de douane

- interdiction des pratiques discriminatoires par l'extension à ts les signataires de la clause de la nation la + favorisée.
- suppression des contingentements (limitation quantitative des échanges)
- interdiction du dumping (vente à un prix < coûts de prod).

Pr réduire les droits de douane, le GATT organise des cycles de négociations commerciales: le Dillon round se termine en 62 par une réduction de 20% des drts de douane; le Kennedy round (64-67) prévoit l'adoption d'un code anti-dumping et l'abaissement de 35% des drts de douane; le Tokyo round (73-79) abaisse les drts de 25 à 30% selon les produits et enrayer les tendances protectionnistes suscitées par la crise sous la forme de barrières non tarifaires.

Il faut également le gouvernement US souhaitait aller + loin en créant une Organisation internationale du commerce, prévue par la Charte de la Havane signée en 48. Mais le Congrès US (changement de majorité en 47: le Congrès est, jusqu'en 49, à majorité républicaine) ne ratifie pas la Charte, obligeant à se contenter du GATT.

II - Les Trente Glorieuses: une prospérité exceptionnelle mais inégalitaire et inflationniste

A - Une croissance exceptionnelle

1) Un phénomène d'une intensité sans précédent ... **doc 4**

Ds l'OCDE, la prod indus entre 50 et 70 croît en moyenne de 5% par an, les échanges commerciaux de 7,5%. Les taux de croissance du PIB sont de ce fait très élevés.

Pays	Taux de croissance du PIB en volume (1950-1970) en %
USA	2,4
RU	2
France	5
Italie	6
Allemagne	7,6
Japon	9,6

La performance des USA doit être jugée en fonction de l'énorme écart qui existe en 1950 entre le niveau US, le niveau européen et surtout le niveau japonais. En effet, les USA ont connu une très forte croissance pdt la WWII. En 70, le niveau de vie des Américains reste le 1er du monde et la part des USA ds la prod indus des PDEM est restée stable entre 29 et 70.

La réussite européenne est également remarquable. La RFA connaît la plus belle progression. Son PIB par tête double presque de 1950 à 1960. Elle est, en 73, le 2ème exportateur mondial talonnant, avec 69 milliards de \$ (36 pr la France), les USA dont les exportations s'élèvent à 70 milliards. Si les performances exportatrices de la Fce sont moins remarquables, les revenus par tête français et all st à peu près équivalents en 70. La GB réalise la performance la + médiocre de ts les pays de l'OCDE, en raison notamment de

son désir de conserver à £ son rôle de monnaie internationale alors que l'éco brit connaît une importance relative déclinante.

En dehors de l'Europe, le miracle japonais est l'un des faits majeurs. Dès 68, le PIB japonais dépasse celui de la RFA.

--> il y a donc pdt les 30 Glorieuses un phénomène de rattrapage de l'Europe occidentale et du Japon par rapport aux USA.

2) ... qui s'accompagne de mutations fondamentales

a) Des sources d'énergie nouvelles

La croissance éco s'accompagne d'une rapide accélération de la prod et de la conso d'énergie. De 50 à 73, la croissance de la conso mondiale d'énergie atteint un rythme moyen annuel proche de 6%, soit 3 x plus que pdt le demi-siècle précédent. Entre 60 et 73, prod et conso d'énergie doublent. Cet accroissement s'accompagne d'une évolution des poids relatifs des différentes sources d'énergie: déclin du charbon, boom des hydrocarbures.

Si la prod mondiale de charbon est x par 2,5 en valeur absolue entre 46 et 73, elle régresse en valeur relative ds la prod d'énergie mondiale, passant des 3/4 aux 2/3. Ce déclin est surtt sensible en Europe occ et au Japon en raison de la médiocrité des conditions d'exploitation. En France, alors que le charbon était l'une des grandes priorités du plan Monnet en 47, sa prod commence à reculer ds les 60' (60 millions to en 58, 54 millions en 1966). A l'inverse aux USA, l'importance des réserves et les bonnes conditions de rentabilité d'exploitation favorisent l'expansion de la prod.

Le faible prix des hydrocarbures joint à leur facilité d'utilisation permet un rapide essor de la conso. Parmi les énergies consommées ds les pays occ, le pétrole prend la première place, passant de 18% de leur conso énergétique en 1939 à 42% en 73. Pr les 6 pays de la CEE, cette part, qui représentait 12% en 58 atteint 60% en 68. Le pétrole constitue dès lors l'une des bases d'une véritable révolution des modes de vie ds les PDEM, avec le dvpt rapide de la voiture individuelle, à l'origine de l'expansion ss précédent des banlieues.

b) Des mutations industrielles fondamentales doc 5

L'essor des industries de bien de conso, notamment des biens de conso durables, marque cette période. La société de consommation se diffuse dans l'ensemble des pays industrialisés (multiplication des grandes surfaces, production de masse, essor du crédit, etc.). Par la suite, le développement du temps libre et des loisirs amplifie ce mouvement. Certains produits deviennent les symboles de ce nouveau mode de vie : automobile, électroménager, télévision, puis diffusion de produits hi-fi. Ce phénomène s'accompagne du développement des banlieues.

L'automobile est véritablement l'objet emblématique de ces années de croissance. On passe désormais à une prod de masse en Europe (aux USA, ce tournant a été pris dès la fin des 30'). En France par ex, st lancés dès la fin des 40' de petits modèles comme la 4 CV ou la 2 CV. Et on compte 1 automobile pr 4 personnes en 65, contre 1 pour 17 en 1951. Mais l'automobile n'est pas la seule industrie de biens de conso à connaître un essor remarquable. La diffusion des équipements électro-ménagers, surtout ds les 60', connaît une accélération notable.

La prod indus ouest-allemande est un ex particulièrement significatif de cette réorientation vers les biens de conso. Interdite désormais de tte visée impérialiste, la RFA reconvertit son indus vers ce type de biens. Ainsi, la société Krupp abandonne-t-elle totalement l'armement pr se tourner vers la fabrication de camions et de grues ...

Équipement électroménager des ménages français 1960-1970

	1960	1970
Lave-linge	24 %	55 %
TV	10 %	67 %
Réfrigérateurs	24 %	75 %

c) La tertiarisation de l'économie **doc 6**

Dans les pays occidentaux, l'évolution la plus importante concerne la répartition socio-professionnelle des populations. On observe tout d'abord une chute de la population active agricole. Ce phénomène est dû à la modernisation des agricultures. À l'inverse, jusqu'aux années 1970, la population active industrielle augmente. Enfin, on observe une progression constante du secteur tertiaire : les services représentent 38% des emplois dans les pays industrialisés en 1950, et dépassent les 60% au cours des années 1980.

B - Les facteurs de la croissance

La croissance économique de la période est due à plusieurs facteurs.

1) Le rôle des institutions internationales

Si le système de Bretton Woods est sans doute pr bien peu de chose ds une croissance des 30 Glorieuses liée surtt à la hausse de la productivité et à l'essor fantastique de la consommation des ménages, il a au moins inauguré le retour à la concertation et à la coopération entre les nations, après la désastreuse expérience des 30' et fondé un SMI plus stable et donc favorable à la reprise des échanges internationaux. Ceux-ci sont favorisés par le GATT. Et, de fait, les échanges internationaux croissent encore plus vite que la production mondiale. Entre 50 et 70, le taux de croissance annuel moyen des échanges commerciaux est de 7,5%, essentiellement imputable aux PDEM.

2) La reconstruction

Une étude publiée en 2015 par Petros Millions (université de Gröning) et Tamas Vonyo (université Bocconi) et intitulée *Reconstruction Dynamics: The Impact of World War II on Post-War Economic Growth* conclut: "Les taux de croissance élevés observés durant cette période sont le résultat d'un processus de reconstruction et de réorganisation économique qui a suivi le conflit armé le plus destructeur de l'histoire humaine". "Nos résultats démontrent que ce processus de reconstruction a été un moteur important de la croissance au cours des décennies qui ont suivi la guerre, pas seulement en Europe mais globalement, et son impact sur les taux de croissance a duré jusqu'au milieu des années 70. » « Cette analyse arrive à la conclusion frappante que la dynamique de reconstruction, à elle seule, a élevé le taux de croissance économique durant les trois décennies qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale et ce, avec une magnitude sans précédent à une large échelle. En l'absence du choc induit par la guerre, les taux de croissance auraient été en moyenne inférieurs de 40%, et seulement légèrement supérieurs à ceux qui ont été observés entre les années 1975 à 2000 ».

A noter: les 2 auteurs ont travaillé sur un panel de 73 pays, dont les PDEM.

3) Une action volontariste des Etats en faveur du développement économique et social

Jusqu'à la WWI, on qualifie le rôle de l'Etat de «gendarme» ie un Etat réduit à ses fonctions régaliennes; police, justice, défense, diplomatie. En réalité, dès le XIXè, l'Etat ds

les pays indus ne se cantonne pas à ses fonctions. Mais ses attributs restent tout de même modestes. La WWI n'a que temporairement transformé les relations entre Etat et éco ds les pays belligérants. C'est vraiment avec la crise des 30' que le dogme libéral, partiellement déconsidéré, cède la place à un interventionnisme public plus actif.

L'évolution de dépenses de l'Etat central en France en % du PIB en donne un bon ex.

Dates	Part des dépenses de l'Etat central ds le PIB français
1912	9 %
1936	21 %
1972	27 %

Dans le domaine social, cet interventionnisme prend la forme de l'Etat-providence que nous avons déjà évoqué (cf § I B 2 a). Mais il existe désormais une action publique très volontariste dans le domaine économique, que ce soit par les politiques structurelles ou conjoncturelles.

On désigne sous ce terme toutes les mesures prises par l'Etat pr organiser la croissance en réduisant les fluctuations et en limitant l'inflation. Ces mesures st d'ordre très divers: monétaires, change, budgétaires, fiscal...

a) Les politiques conjoncturelles

On désigne sous ce terme toutes les mesures prises par l'Etat pr organiser la croissance en réduisant les fluctuations et en limitant l'inflation. Ces mesures st d'ordre très divers: monétaires, change, budgétaires, fiscal...

* La politique des changes

La politique des changes agit sur le taux de change de la monnaie et les mvts de capitaux, notamment par les interventions directes de la banque centrale sur les marchés des changes ou par le niveau des taux directeurs fixés par la banque centrale (qui peuvent attirer ou au contraire décourager les flux de capitaux).

* L'encadrement du crédit et la création monétaire

La politique de la monnaie et du crédit agit sur la quantité de monnaie en circulation et sur le niveau des taux d'intérêt. La banque centrale utilise plusieurs instruments qui se développent durant les 30 Glorieuses pr ctrl la création monétaire par les banques via la distribution de crédits. Les autorités monétaires et financières encadrent le crédit en limitant chaque année le volume max de crédits que les banques peuvent accorder. Elles mettent en place, ds le même but, le mécanisme des réserves obligatoires: les banques st désormais obligées de bloquer à la banque centrale sous forme de dépôts non rémunérés, une proportion fixée des crédits accordés --> en jouant sur la quotité de réserves obligatoires, la banque centrale peut donc faciliter ou encourager la création monétaire. Puis, à partir des 60', se développe la politique dite «d'open market»: elle consiste à vendre des titres d'Etat sur le marché monétaire pr éponger une masse monétaire jugée trop abondante ou, au contraire à en acheter pr obtenir l'effet inverse.

* **La politique budgétaire et fiscale**

La politique budgétaire et fiscale agit sur le volume de la dépense publique et des prélèvements fiscaux. la réduction des impôts accroît le pouvoir d'achat des agents concernés et la hausse des dépenses publiques peut avoir un effet multiplicateur sur l'activité éco. Cette pol budgétaire et fiscale devient très imp durant les 30 Glorieuses car ds ts les PDEM, le poids des dépenses publiques s'accroît (Etat central collectivités locales, entreprises publiques, organismes sociaux): environ 1/4 du PIB aux USA, 1/3 en France, RFA et GB à la fin des 60'.

* **La réglementation de la concurrence et des prix**

La politique de la concurrence et des prix agit sur les mécanismes de formation des prix (règles de la concurrence), la déf des tarifs publics ou même de façon + brutale, comme en Italie et en France, par un blocage temporaire de ts les prix (mesures prises par ex en France en août 52, février 54, juin 56...). mais ces différents mécanismes de ctrl des prix st de + en + critiqués car on leur reproche de différer seulement les hausses de prix et surtt de s'attaquer + aux effets de l'inflation qu'à ses causes.

b) Les politiques structurelles

Ce sont des politiques ont pour objectif de transformer en profondeur la structure économique d'un Etat dans le but d'améliorer et de moderniser le fonctionnement de l'économie.

Ces politiques structurelles d'après-guerre ont 2 motivations principales: d'abord, la nécessité d'organiser le redémarrage puis ensuite la volonté de réduire les disparités géographiques et sectorielles. Elles passent par des instruments divers:

* **La planification**

Ce type de planification est évidemment radicalement différent de la planification sov. Au sortir de la guerre, les Etats européens sont appauvris et confontés aux destructions et à l'ampleur des besoins à satisfaire, ils doivent donc opérer des choix et hiérarchiser les priorités. La plupart d'entre eux met dc en place une planification indicative, plus ou moins souple, accompagnée de x incitations financières et fiscales: France, Belgique, GB, Pays-Bas, Italie, Japon. La RFA n'adopte pas en revanche de pratique planificatrice. Ex de la planification française: 1er plan lancé en 47 sous l'égide de Jean Monnet, qui définit 6 secteurs prioritaires: électricité, charbon, sidérurgie, cimenterie, transp ferroviaires, tracteurs et machines agricoles. Sur la période 47-50, les investissements réalisés représentent environ 1/4 du revenu national (à peu près équivalent au PNB).

* **Les politiques sectorielles**

En Europe occidentale, 2 types de secteurs st privilégiés: l'agriculture que l'on cherche à moderniser, les secteurs de pointe dt l'essor paraît stratégique.

Ds tous les PDEM, l'agriculture fait l'objet d'une politique active de soutien, prenant la forme de soutien aux prix, de pol foncières (remembrement, gel des terres...)...Aux USA, c'est le dispositif des *loan rates* (les paysans peuvent emprunter à la CCC en début de campagne ; ils pourront ensuite soit vendre leur récolte au prix du marché et rembourser leur prêt, soit l'abandonner à la CCC à un prix convenu à l'avance, le *loan rate*. Celui – ci devient alors un véritable prix de soutien. Ms les paysans qui veulent en bénéficier doivent participer aux prgs fédéraux de gel de terres. Dans la CEE, c'est la PAC prévue par le Traité de Rome; elle vise à assurer un niveau de vie satisfaisant aux agriculteurs tout en modernisant l'agriculture européenne.

Les secteurs de pointe st soit des secteurs liés au complexe militaro-indus (informatique, aéronautique, aérospatiale), soit lié au secteur énergétique ou les 2 comme le nucléaire. Ds ces domaines, les Etats st conduits à assumer une part importante de la R&D, directement

par des organismes publics, comme le CEA fondé en 45 en France ou l'*Atomic Energy Commission* des USA ou la NASA fondée en 58 pr coordonner la recherche spatiale. C'est ainsi qu'au début des 70', les financements d'origine publique couvrent à peu près la 1/2 des dépenses de R&D aux USA, en GB et en France, un peu + du 1/3 en RFA, un peu + du 1/5 au Japon.

* **Les politiques d'aménagement du territoire**

La croissance éco s'accompagne d'un accroissement des disparités géo. Pr la Fce et la GB, ce pb se double de l'hypertrophie des agglomérations capitales. La plupart des pays d'Europe occ (France, GB, Italie, RFA) met dc sur pied des politiques d'aménagement du territoire. En Italie est ainsi créée dès 55 la *Cassa per il Mezzogiorno*, chargée de dvrper les investissements ds tt le sud de la péninsule. La DATAR voit le jour en France en 63.

* **Les nationalisations: un outil original utilisé dans quelques pays d'Europe occidentale**

Un certain nb de pays d'Europe occ procèdent à d'importantes nationalisations ds l'immédiat après-guerre, notamment en ce qui concerne les «monopoles naturels» ie les secteurs qui exigent d'énormes investissements au départ mais une x l'investissement réalisé, la fourniture du service à un client supplémentaire a en revanche un coût marginal. Parmi ces secteurs, on trouve les transports (particulièrement ferroviaires), les services postaux et les télécommunications, le secteur énergétique de réseau (électricité, gaz naturel), la distribution de l'eau... Les motivations de ces nationalisations sont x: assurer des contraintes de service public que le marché ne veut pas ou ne peut pas assumer, ctrl des secteurs jugés vitaux pr l'éco ou la défense, moderniser.

En GB, le gvt travailliste de Clement Attlee nationalise en 45 la Bque d'Angleterre, l'électricité, le gaz, la sidérurgie, les chemins de fer et une partie des transports routiers. En 53, une nvelle série de nationalisations se déroule, dt la sidérurgie.

A l'image de la GB, le gvt provisoire en France se lance également ds un vaste prg de nationalisations. Poursuivant l'élargissement du secteur public amorcé en 36 avec la SNCF et l'armement, l'Etat prend le ctrl en 44, 45 et 46 des charbonnages (Houillères du Nord et du Pas-de-Calais), de Renault, des transports aériens, de l'électricité, du gaz, des gdes bqes et cies d'assurance, du 1er constructeur européen de moteurs d'avions ds l'entre-deux-guerres Gnome et Rhône (qui deviendra SNECMA, fusionnée par la suite avec Sagem pour créer le groupe Safran en 2005). Tt compris, les entreprises nationalisées françaises emploient en 46 1.200.000 personnes et réalisent plus du 1/4 de l'investissement national.

L'Italie et la RFA de l'après-guerre héritent des régimes fasciste et nazi d'un vaste secteur indus d'Etat (en 1950, l'Etat fédéral all ctrl ainsi 45% de la prod d'automobile, 25% des charbonnages). En Italie, il est coordonné par l'IRI (*Istituto per la Ricostruzione Industriale*) créé en 33, qui le dvp largement par la suite **doc 7**.

En revanche, la RFA, inspirée par l'ordo-libéralisme du chancelier Ludwig Erhard (ministre fédéral de l'Économie de 49 à 63 puis chancelier fédéral de 63 à 66), va plutôt dénationaliser à partir des 60': compagnies minières et électricité, Volkswagen. Néanmoins, il ne faut pas oublier que, ds le pays fédéral qu'est la RFA, une part non négligeable des entreprises est ctrl par les collectivités locales.

Une forme analogue d'intervention publique existe aux USA, où les collectivités locales ou régionales ctrl alors directement ou indirectement de x organismes de service public. Enfin, la réglementation est parfois un palliatif de la nationalisation.

4) L'accroissement de la demande des populations

Il est dû à l'accroissement de la population et de la population active ainsi qu'à l'accroissement du pouvoir d'achat des populations.

a) L'augmentation de la population active et de la population totale

Pdt les 30 Glorieuses, le monde occ connaît une expansion démo lim, même si les taux de natalité remontent sensiblement jusqu'au début des 60'. Celle-ci n'est néanmoins pas négligeable, surtout aux USA, en France et en RFA. La population totale des pays du G5 (USA, RU, RFA, France, Japon) passe ainsi de 365 millions à 492 millions durant les trente glorieuses.

Evolution de la population en millions d'hts

	1946	1975	Taux de variation
France	40	52,5	31 %
RFA	46,5	61	31 %
GB	48	54	12 %
Italie	47	54	15 %
USA	141	216	53 %

Pour l'ensemble des PDEM, c'est d'abord le résultat du baby boom ie la reprise de la natalité après la WWII.

Pays	Taux de natalité en %	
	1935/39	1950/54
France	14,8	19,3
RU	15,3	15,9
Pays-Bas	20,3	22,1
Etats-Unis	17	24

Il faut ajouter pr les USA le résultat d'une forte immigration, qui a repris au lendemain de la WWII, après une période de ralentissement très sensible ds l'entre-deux-guerres.

Ds les 50', la RFA accueille plusieurs millions de réfugiés en provenance d'All de l'Est, au niveau de qualification élevé. En France, au début des 60' arrive un million de rapatriés d'Afrique du Nord.

La population active augmente également sensiblement: recours à l'immigration en Europe occidentale et aux USA et l'arrivée sur le marché du travail dans les années 60 des premières générations du *baby boom* et des femmes.

b) L'essor régulier du pouvoir d'achat

On observe durant les Trente Glorieuses un progrès régulier du niveau de vie ds les PDEM. Le revenu réel moyen par tête est x par 3 entre 1950 et 1973 en Europe, par 2 aux USA.

Cet essor est assuré par le développement de l'Etat-providence, qui protège les individus et assure une redistribution des richesses, mais aussi l'extension du fordisme qui permet des gains de productivité importants:

- la mise en place de l'Etat-Providence, ie système accordant un large rôle social à l'Etat, garantissant à la majeure partie de la pop une protection contre les aléas de la vie. Aux salaires s'ajoutent désormais des prestations sociales: allocations familiales, pensions de retraite... Ces revenus supplémentaires contribuent directement ou indirectement à la croissance éco.
- hausse régulière des salaires, résultat d'un compromis social mieux accepté et de l'action des syndicats. Certains pays établissent ainsi un salaire minimum, comme le SMIG en France en 50 (remplacé par le SMIC en 70). C'est aussi le résultat de l'extension du fordisme qui permet des gains de productivité importants (cf ci-dessous).

5) Le progrès technique et économique

a) Les gains de productivité

Les 30 Glorieuses voient une élévation exceptionnelle de la productivité du travail ds les PDEM: 5% par an en moyenne de 50 à 73, contre 2% ds l'entre-deux-guerres. Les gains de productivité proviennent de fort taux d'investissement. Les pays à croissance forte investissent ds les 60' une part importante de leur PIB: 24% pr la RFA, 34% pr le Japon. Elle est plus faible pr les pays à croissance + lente, comme les USA ou la GB (15 à 17%). Les tensions sur le marché du travail accélère donc la substitution du capital au travail. L'effort d'investissement est assuré pr les 3/4 par l'autofinancement des entreprises. Cette substitution capital/travail passe par une généralisation du syst de prod fordiste. Le fordisme ajoute au taylorisme 3 innovations:

- 2 innovations techniques: la chaîne de fabrication et la standardisation des pièces et de la prod.
- 1 dimension sociale: Henry Ford préconise l'octroi de salaires élevés aux ouvriers pr dvper la prod de masse.

La T des 30 Glorieuses marque l'apogée du syst fordiste. Celui-ci est certes déjà accepté est très répandu outre-Atlantique ds l'entre-deux-guerres mais en Europe, les résistances ne tombent vraiment qu'après la WWII. Le compromis social qui s'instaure alors ds la plupart des pays d'Europe occ (cf Etat-Providence) favorise cette acceptation. Et les immigrés assurent les fcts les + subalternes de ce syst en fournissant une MO abondante et peu qualifiée.

L'accélération de la concentration des entreprises est une des explications majeures du dvpt du fordisme et des gains de productivité. L'Europe occ et le Japon, durnant les 30 Glorieuses, rattrapent les USA en terme de concentration de leurs entreprises. En Europe occ, la création du Marché commun à partir de 57 accroît la taille du marché potentiel et le nb des fusions (ex: Thomson/Brandt en France, AEG/Siemens en RFA). De + aux procédés tradi de concentration verticale ou horizontale s'ajoute désormais la formation de conglomerats, selon une logique financière et non indus. L'obj est de stabiliser les bénéfices en réduisant les risques liés aux fluctuations conjoncturelles propres à chque secteur. L'ex le typique est ITT (*International Telegraph and Telephone*) qui adjoint à ses activités d'origine ds les communications, des entreprises aussi diverses que la location de voitures (*Avis*), l'hôtellerie (*Sheraton*), des cies d'assurance...

Ds l'agriculture européenne, la croissance de la productivité est particulièrement forte. En effet, la productivité du travail ds l'agri est x par 6 en France entre 1950 et 1973; elle quadruple aux USA. On parle alors de deuxième révolution agricole. La x des tracteurs, des machines agricoles mais aussi la conso effrénée d'engrais de prod phytosanitaires, la sélection des semences et du bétail expliquent ce résultat. Ds la CEE, la PAC est un

puissant agent de modernisation. Avec de tels gains de productivité, les volumes de production font également un bond, notamment pr les céréales. La CEE, importatrice nette de produits AA jusqu'aux 60', devient ainsi exportatrice à partir des 70', concurrençant désormais l'agriculture US.

b) Le progrès technique

On assiste à une accélération du passage de la découverte fondamentale à l'application grand public. Le brevet du transistor, composant électronique fondamentale des appareils électroniques, est déposé en 1947 par les laboratoires Bell et le premier poste de radio à transistor est commercialisé par le japonais Sony en 1955. Le circuit intégré (composant électronique ds un volume réduit) inventé par Texas Instrument en 1958 est utilisé en série dès 1961.

Par ailleurs, la recherche militaire et spatiale induit de x retombées civiles, ds de nbreux domaines comme les nouveaux alliages et les nouveaux matériaux ou l'utilisation de systèmes électroniques de + en + miniaturisés et fiables. La concurrence de l'automobile et de l'aviation pousse le chemin de fer à accroître sa vitesse. En 65, les villes de Tokyo et Osaka st reliées à la vitesse commerciale de 210 km/h. L'évolution vers les trains à gde vitesse est amorcée.

Les nouveaux domaines de l'informatique, du nucléaire, de l'aéronautique et de l'espace donnent lieu à une compétition autant politique qu'éco entre les grandes puissances.

Les dépenses de R&D en % du PIB doublent ds les pays indus entre 55 et 75, pr atteindre une moyenne de l'ordre de 2%.

Pays	Dépenses de R&D en % du PIB
RFA	2,2 %
USA	2,2
GB	2,1
Japon	2
France	1,8
Italie	0,9

c) L'innovation commerciale

La demande est également soutenue par l'essor de nouvelles techniques de vente. Se développe ainsi le crédit à la conso rendu attractif par l'inflation. La CETELEM (Compagnie pour le financement des équipements électroménagers) est fondée en 1953 en France. En Europe occ, ds les 60', apparaissent les premiers supermarchés (ils existent déjà aux USA dps une 30aine d'années). Ex: ouverture du premier supermarché de 560 m2 en France en 58 à Rueil; ouverture du premier hypermarché (2600 m2) en 63 par Carrefour à Saine-Geneviève-des-Bois.

C - Mais une croissance inégalitaire et inflationniste ...

La croissance n'est jamais homothétique car elle favorise certaines activités, certaines parties du territoire, catégories d'agents économiques. L'évolution sectorielle de. La population active que nous avons évoquée précédemment l'illustre parfaitement.

1) Le maintien de fortes inégalités

a) Inégalités internationales

A l'issue des Trente Glorieuses, les inégalités se sont accrues ds le monde, car le tiers monde et les pays socialistes n'ont pas connu cette croissance exceptionnelle. En 73, les premières puissances éco du monde sont tjrs constituées des USA, de la RFA, du Japon, de la France, de la GB et de l'Italie. Englué ds des stratégies de dvpt autocentré, le Sud ne progresse pas significativement. Quant à l'URSS, après une croissance indéniable des industries de base, elle ne parvient pas à enclencher une dynamique dans l'ensemble de l'industrie, son agriculture reste à la traîne et le niveau de vie de la population soviétique, bien qu'évidemment en progrès depuis les années 1930, reste faible par rapport aux PDEM, l'écart de prospérité tant tendance à s'accroître durant les Trente Glorieuses.

b) Inégalités sociales

En dépit de l'élévation forte et incontestable du revenu moyen, on constate le maintien de fortes inégalités sociales. Par ex, en Europe occ, les revenus des agriculteurs croissent - vite que la moyenne. En France, pour un indice 100 pour le revenu moyen des ménages, on obtient 80 pour un ménage ouvrier et 276 pr un ménage de cadre sup en 1962. En 75, les 5% des ménages les + riches possèdent 41% du patrimoine national aux USA et 57% en GB. En 71, 25 millions d'Américains vivent en dessous du seuil de pauvreté, ie 12% de la population, un chiffre comparable à celui de 2017.

c) Les disparités sectorielles: la spectaculaire croissance de la productivité agricole

Si les revenus des agriculteurs progressent moins vite que la moyenne et si la part de l'agriculture dans le PIB et les emplois diminue partout dans les PDEM, cette activité n'en connaît pas moins une spectaculaires croissance de la productivité du travail. La multiplication des tracteurs et autres machines agricoles s'accompagne du progrès des rendements par l'utilisation massive des engrais à base d'azote, de potasse ou de phosphate, le recours à la chimie avec les désherbants sélectifs, la diffusion des semences hybrides (ie croisement de différentes lignée de plantes) ou la sélection rigoureuse du bétail.

La productivité du travail dans l'agriculture quadruple entre 1950 et 1973 aux USA, elle es x par 6 en France. On parle alors de « deuxième révolution agricole », la première étant celle de l'invention de l'agriculture! Ceci se fait évidemment au prix d'un lourd endettement des agriculteurs.

d) Les disparités sectorielles: les inégalités de la croissance industrielle

Moteur de la croissance, l'industrie des 30 Glorieuses intègre un nb croissant d'actifs (de 32 à 47% des actifs en 74, en absorbant une part fortement majoritaire des investissements.

Mais dès le début des 60', la croissance indus tend à opposer de + en + nettement un groupe d'industries modernes, qualifiées de locomotives de l'expansion (automobile, électronique, pétrole, textiles artificiels, matières plastiques...) aux indus classiques, qui ont été à l'origine de la Révolution indus (charbon, sidérurgie, textile...). La sidérurgie US et européenne ainsi confrontée à des diff dès la fin des 60', en raison notamment de l'apparition de nveaux producteurs comme le Japon ou un peu + tard la Corée du Sud. L'indus textile subit une évolution similaire. En revanche, la construction auto est, jusqu'aux 70', un des vecteurs de la croissance: la prod européenne est x par 5 entre 53 et 65, celle des USA double. Les produits électroménagers et électroniques grand public

soutiennent une branche indus très active. Et l'indus chimique connaît une forte croissance, surtout pr les plastiques, textiles artificiels, pétrochimie et pharmacie. Quant au premier calculateur, il est construit en 45 par IBM et cela lance le développement d'une industrie entièrement neuve: selon une loi empirique, on estime qu'à partir des 50' la vitesse de calcul est x par 10 et l'encombrement des machines divisé par 10 tous les 5 ans.

2) Des tensions inflationnistes

Le XIX^e siècle, jusqu'en 1914, apparaît comme un siècle de stabilité des prix. De 1820 à 1913, les prix n'augmentent que de 0,25% par an en moyenne en France; ils baissent même aux USA. A l'inverse, les 30 Glorieuses voient se développer l'inflation. Etant donné que le niveau des prix résulte d'un ajustement entre l'offre et la demande, les déséquilibres peuvent trouver leur origine du côté de la demande, c'est l'inflation par la demande, ou du côté de l'offre, c'est l'inflation par les coûts.

a) L'inflation par la demande

L'inflation observée durant la période est d'abord une inflation par la demande: les besoins de la reconstruction puis la croissance rapide du niveau de vie sont sup à la croissance du PIB, créant des tensions inflationnistes sur le marché.

b) L'inflation par les coûts

Mais c'est aussi une inflation par les coûts. Plusieurs mécanismes sont en jeu de ce côté-là:

- les salaires: en effet, ds certains secteurs, les salaires augmentent plus vite que les gains de productivité. Or, les économies des pays industrialisés se caractérisent pendant les trente glorieuses par de fortes différences de gains de productivité selon les secteurs: les services et les industries extractives se caractérisent ainsi par des gains de productivité plus faibles que la moyenne. On pourrait concevoir que, dans chaque secteur, les partenaires sociaux s'accordent pour faire évoluer les salaires en fonction de la productivité. Mais, au nom d'un principe de justice sociale, les politiques publiques visent à répartir équitablement les hausses de salaires, sans tjrs les corrélés aux gains de productivité (ex de la mise en place ds certains pays de salaires mini)
- L'effet contra-cyclique des politiques conjoncturelles qui soutiennent la demande, selon une logique keynésienne, ds les phases descendantes des cycles: résultat = la compensation traditionnelle des phases de hausse des prix par des phases de baisse ne se produit plus ds la mesure où les cycles éco sont contrariés.
- La concentration des entreprises: le phénomène de concentration tend aussi à diminuer la pression de la concurrence et donc à augmenter les prix.

Par ailleurs, l'inflation par les coûts est exacerbée ds les pays où les relations entre les partenaires sociaux sont très conflictuelles (cas de la France et de l'Italie notamment): l'inflation engendrée par la hausse des salaires est alors le moyen d'ajustement le + facile, qui élude un affrontement direct. Ainsi, la RFA, qui connaît une bonne qualité de son dialogue social, réussit durant les Trente Glorieuses à concilier forte croissance et relative stabilité des prix.